Tantôt allemande, tantôt française

Traduction Chat GPT

Au fil des siècles, l'Alsace-Lorraine a alternativement été sous domination allemande et française. Des documents récemment exhumés montrent aujourd'hui, avec une précision douloureuse, comment la France a expulsé sans ménagement 130 000 habitants allemands au-delà de la frontière.

Par Frank Renaut

Moins de deux semaines après que l'armistice eut mis fin à la Première Guerre mondiale, Elfriede von Jan, âgée de 14 ans, se rendait à l'école à Strasbourg. Ce jour-là, des militaires français entrèrent dans la ville. Mais Elfriede y prêta peu d'attention. Elle croisa toutefois un garçon qui s'en prit à elle de manière menaçante avec un couteau. « Il m'a dit : "C'est maintenant votre tour, sales Boches, d'être tués." » Elfriede relata l'incident dans son journal. Ce n'était que le prélude à ce qui allait suivre.

Après près de cinquante années de domination allemande, l'Alsace-Lorraine était de nouveau entre les mains de la France, ce qui ne présageait rien de bon pour les habitants d'origine allemande. Quelques jours après que le garçon l'eut menacée, Elfriede vit le chaos s'installer autour d'elle à Strasbourg. « Les magasins allemands étaient dévalisés. Des affrontements faisaient des morts. Sur la *Brandplatz*, les vitres d'une maison furent brisées. La famille allemande qui y habitait fut menacée de mort. Les auteurs des violences jetaient dans la rue tout ce qui leur tombait sous la main : armoires, lits, vaisselle », écrivait-elle le 24 novembre 1918.

Dans les jours qui suivirent, les rues furent rebaptisées partout. La *Kaiser-Wilhelm-Strasse* devint l'Avenue de la République. Les magasins allemands fermèrent leurs portes. Et lorsqu'ils restaient ouverts, ils étaient pillés. Elfriede vit des affiches dans les rues : « Jetez-les dehors, ces Boches-espions ! » et « Alsaciens, vengez-vous maintenant des Boches ! »

Le 1er décembre, sa tante Gertrud vint lui rendre visite. « Elle dit que nous allions être expulsés. Nous avions 24 heures pour quitter la ville. Nous ne pouvions emporter que ce que nous pouvions porter nous-mêmes. » Sa tante avait raison. Ce jour-là, le père d'Elfriede, Fritz von Jan, fut convoqué au commissariat de police français.

« On m'a présenté une déclaration. Le gouvernement français va m'expulser du pays », écrivit son père dans son journal. « Nous devions nous présenter le lendemain à 15 heures au pont sur le Rhin. Nous avions le droit d'emporter vingt kilos de bagages. »

La famille von Jan était d'origine allemande. On sait que le grand-père d'Elfriede vivait déjà en France : il travaillait à Paris. Son père devint enseignant à Strasbourg et c'est également là qu'Elfriede naquit. Mais les origines allemandes de ses lointains ancêtres suffirent pour qu'elle soit expulsée.

Elle partit donc avec son père et son petit frère, sur ordre des Français, en direction du pont sur le Rhin. De l'autre côté du fleuve se trouvait l'Allemagne.

« Nous marchions avec trois cents personnes », écrivit-elle. « En chemin, des habitants nous insultaient depuis le bord de la rue : “Bande de cochons, retournez chez votre empereur, ce chien sanguinaire ! Nous avons enduit le pont de graisse afin que vous arriviez rapidement de l’autre côté.” »

Des amis et des connaissances lui confièrent des lettres destinées à des membres de leur famille en Allemagne. « Ils les avaient cousues dans mes vêtements. Car en chemin, on nous fouillait. Lorsqu’ils trouvaient des lettres, elles étaient confisquées. »

La famille traversa le Rhin le 2 décembre 1918. Elle se rendit chez des amis allemands pour trouver un hébergement. Malheureusement : « Il n’y avait pas de place », écrivit Elfriede dans son journal.

Ils se rendirent chez d’autres connaissances, espérant y trouver un endroit où dormir, traînant leurs valises derrière eux. « Ceux-là non plus ne pouvaient pas nous accueillir. »

Ce n’est qu’au troisième endroit qu’ils trouvèrent finalement une possibilité d’hébergement.

Les journaux intimes de plus de cent ans de la jeune fille et de son père ont été retrouvés par l’historien amateur français Jean-Louis Spieser. Il a écrit un volumineux ouvrage sur les Allemands expulsés d’Alsace-Lorraine entre 1918 et 1922. Du moins, il a surtout traduit.

Spieser voulait donner la parole aux personnes qui avaient été victimes des événements à l’époque, celles qui avaient été chassées de l’autre côté de la frontière par les Français. Il s’est donc plongé dans les archives, a recherché des descendants et a lu tout ce qu’il pouvait trouver — surtout des documents privés et des écrits inédits. Pourvu qu’il s’agisse de témoignages de première main.

Car cette histoire est à peine racontée en France. Ce sont surtout les affiches de propagande de l’artiste Hansi (Jean-Jacques Waltz) qui sont connues. Il représentait des habitants de Strasbourg en liesse accueillant en 1918 « nos soldats héroïques » avec des drapeaux français.

Sur un autre dessin figure la légende : « Le départ des Boches de Colmar ». On y voit des Allemands — dessinés de manière grotesque, avec leurs lunettes et leurs chapeaux ridicules — monter dans un camion militaire sous la surveillance de soldats français armés, tandis que des enfants français joyeux les huent et agitent des drapeaux français.

Le même artiste français décrivait en 1919 les habitants allemands d’Alsace-Lorraine comme des « parasites qui ont pu se multiplier pendant des années en toute tranquillité ».

« Le seul reproche que les habitants puissent faire aux Français, c’est qu’il y ait encore trop de Boches. »

Que les drapeaux français aient effectivement été présents partout dans les rues ressort également des lettres, journaux intimes et documents rassemblés par Jean-Louis Spieser.

« À partir du dimanche 17 novembre, toute la ville de Metz était couverte de drapeaux bleu-blanc-rouge », écrivait alors Konrad Fischer, habitant et instituteur. « Des voitures remplies de soldats français parcourent les rues. Elles sont acclamées par des foules de gens. On se

croirait au carnaval. Il y a de la musique et on jette des confettis. De jeunes femmes se précipitent pour s'asseoir sur les genoux des nouveaux occupants. »

Les représailles

Mais l'habitant allemand Fischer découvrit rapidement l'autre face des choses.

« L'atmosphère devient de plus en plus menaçante d'heure en heure. Des garçons et des filles marchent bras dessus bras dessous derrière les soldats français et ne cessent de crier "Boche". Le soir, un groupe de fanatiques a l'idée de renverser des statues. La grande statue de l'empereur Guillaume Ier et le monument à l'empereur Frédéric sont arrachés de leurs socles. »

Le vocabulaire changea.

« Plus personne n'emploie le mot "Allemand". Tout le monde dit "Boche". Pas seulement lorsqu'on parle d'un Allemand, mais également lorsqu'on s'adresse simplement à un Allemand », raconte Fischer.

Il décrit également comment les comptes bancaires des Allemands furent saisis et comment les pensions des anciens fonctionnaires allemands furent supprimées.

« Quelques personnes avaient parlé allemand au café Windsor. Elles furent dénoncées et condamnées à huit jours de prison. »

D'autres encore finirent derrière les barreaux.

Fischer raconte qu'à Metz un éditeur allemand et un entrepreneur allemand furent arrêtés.

« C'étaient des représailles destinées à effrayer les Allemands. Même le commissaire de police Klingelhage fut arrêté en pleine rue, sans aucune explication, puis expulsé du pays. »

Ces tristes journées de 1918 étaient, selon l'article, la suite logique des nombreux épisodes douloureux que l'Alsace-Lorraine avait déjà traversés.

La France et l'Allemagne se disputaient depuis longtemps le territoire. À l'origine, la région faisait partie du Saint-Empire romain germanique. Mais au XVII^{e} siècle, les rois de France l'incorporèrent à leur royaume. Elle resta ainsi pendant environ deux cents ans.

Après la guerre franco-allemande de 1870-1871, les Français durent à nouveau céder le territoire à l'Empire allemand. Et après la Première Guerre mondiale (1914-1918), la situation fut une nouvelle fois inversée.

Les Français reprirent l'Alsace-Lorraine.

Entre 1918 et 1922, plus de 130 000 habitants d'origine allemande furent expulsés de l'autre côté de la frontière. À l'époque, les autorités donnaient volontiers l'impression que les Allemands étaient partis de leur propre initiative. Mais ce fut rarement le cas.

Le 18 janvier, Hugo Molitor écrivit une lettre indignée après avoir reçu chez lui, à Colmar, un courrier des autorités françaises. Il s'agissait d'une déclaration officielle indiquant qu'il avait « l'autorisation de partir pour l'Allemagne ».

« Cela donnait l'impression que je souhaitais partir moi-même. Mais c'était exactement le contraire. Je voulais rester à Colmar. »

Molitor demanda des explications et reçut une nouvelle lettre. On lui demandait alors de bien vouloir présenter par écrit une « demande d'évacuation ».

Avant même qu'il ait pu répondre, une nouvelle lettre arriva dans sa boîte aux lettres : il devait se présenter pour son expulsion effective à 7 heures du matin.

« Nous avons été chargés à une cinquantaine sur des camions sales. Nous ne pouvions même pas y monter normalement. On avait placé un tonneau d'huile qui servait de marchepied. D'autres étaient poussés à l'intérieur du camion. »

L'ingénieur et fonctionnaire municipal Heinrich Kleemann fut arrêté sans aucune explication à Strasbourg le 8 décembre 1918. Mulhouse, 1918.

Heinrich Kleemann fut arrêté sans aucune explication à Strasbourg le 8 décembre 1918. Il resta trois semaines derrière les barreaux. Personne ne lui dit pourquoi.

« Le 27 décembre, on m'annonça à 13 heures que je serais expulsé du pays le lendemain matin à 7 heures. »

Il dut abandonner sa maison et tous ses biens et fut conduit de l'autre côté de la frontière par des militaires.

« J'avais travaillé pendant 23 ans pour la municipalité. Je ne m'étais jamais exprimé politiquement. Il ne pouvait donc y avoir qu'une seule raison à mon expulsion : mon père était allemand. »

Un pharmacien de Mulhouse apprit le 15 décembre qu'il devait se présenter le 17 avec sa femme pour être expulsé au-delà de la frontière.

Ils s'exécutèrent. Ils furent soumis à une fouille minutieuse.

« Nos valises furent vidées et fouillées dans tous les sens. J'ai même dû ouvrir une boîte de conserve. Les femmes durent se déshabiller. C'était humiliant. »

Ils furent chargés sur des camions qui furent ensuite pris à partie par les habitants du quartier.

« Ils nous lançaient des pierres et des excréments. Ils nous crachaient dessus et nous insultaient. On nous arrachait les vêtements du corps. Les enfants étaient paniqués et se mirent à pleurer. Chez les hommes, le sang coulait sur leur visage. »

Changement d' instituteur

Pour beaucoup, la contrainte et la violence furent une surprise totale.

De nombreux Allemands vivaient en Alsace-Lorraine depuis toute leur vie, parfois même depuis plusieurs générations. Et officiellement, après la prise de pouvoir française en 1918, ils avaient également le droit d'y rester.

Dans l'accord qui mit fin à la Première Guerre mondiale, Français et Allemands avaient conclu des dispositions très claires.

« L'évacuation des habitants est interdite. Aucun dommage ne sera causé aux personnes ni à leurs biens », précisait le texte.

Mais peu après l'arrivée des Français, la population fut officiellement divisée en catégories.

Quatre types de cartes d'identité apparurent. La carte A était destinée aux Français nés dans la région de parents français. La carte D était destinée aux Allemands et, dans une moindre mesure, aux Autrichiens, Hongrois, Turcs et Bulgares.

« Les personnes munies d'une carte D ne pouvaient plus quitter leur domicile sans l'autorisation de la police. Leur courrier était contrôlé et elles étaient surveillées par leurs voisins », écrivit Hans-Otto Meissner à propos de ses années d'enfance à Strasbourg.

À cette époque, tout le monde dut également changer son argent. Le Reichsmark céda la place au franc français.

Les Allemands titulaires d'une carte D reçurent 60 centimes pour un mark, tandis que les Français obtenaient 1,25 franc pour un mark. Les avoirs allemands furent ainsi réduits de moitié du jour au lendemain.

Hans-Otto Meissner avait alors dix ans.

« Un jour, j'étais assis à l'école et nous avions cours de géographie. Soudain, la porte s'ouvrit. Un homme en uniforme militaire entra et murmura quelque chose à notre instituteur. Celui-ci dit alors : "*Auf Wiedersehen*." Le professeur allemand quitta la salle de classe.

L'officier français s'assit et devint à partir de cet instant le nouvel instituteur. Il posa ses affaires et regarda le jeune Meissner, âgé de dix ans, ainsi que les autres enfants de la classe.

« Il dit : "À partir de maintenant, c'est une école française et vous allez donc désormais recevoir vos cours en français." »

Un historien amateur

Jean-Louis Spieser est un professeur de français à la retraite qui est lui-même originaire d'Alsace-Lorraine.

Il a écrit son livre *Nous, les expulsés d'Alsace-Lorraine, 1918-1922* pour combler une lacune.

« En France, on entend à peine parler de ce qui s'est réellement passé », dit-il.

C’est pourquoi il a recherché — grâce à sa maîtrise de l’allemand, héritée de son grand-père allemand[1] — les témoignages de personnes qui avaient été expulsées du pays par la France à cette époque.

Spieser dédie son livre à un petit garçon du village de Kiffis, dont le père fut arrêté en 1918 parce qu’il était allemand.

« Nous n’avons pas d’argent, on nous a renvoyés de l’école et on nous jette des pierres dans la rue », écrivait le garçon dans une lettre à son père emprisonné.

Le premier poste d’enseignant de Spieser fut précisément dans cette même commune de Kiffis.

« Peut-être ai-je rencontré à l’époque des gens qui avaient encore jeté des pierres sur ce petit garçon. »

Il y eut aussi, parfois, quelques lueurs d’espoir.

Une femme de Strasbourg, expulsée du jour au lendemain en 1918, revint des décennies plus tard dans son ancienne maison, a découvert Spieser.

Ses voisins s’étaient avérés avoir conservé ses affaires dans leur grenier pendant toutes ces années.

Changer de camp

Lorsque les Français reprirent le pouvoir en Alsace-Lorraine après la Première Guerre mondiale, les tensions ne disparurent pas. Bien au contraire.

Après 1918, les habitants subirent les destructions de la guerre et une crise économique.

La « politique d’assimilation » menée par les Français se heurta à une résistance, notamment chez les germanophones.

Un mouvement régionaliste apparut, qui prônait tantôt l’autonomie, tantôt le séparatisme.

Les Français réagirent durement, ce qui poussa les autonomistes et les séparatistes à regarder de plus en plus vers l’autre côté de la frontière : vers l’Allemagne, où Adolf Hitler était en pleine ascension.

[1] Non ! Mon grand-père était alsacien comme tout le reste de ma famille. Le journaliste hollandais qui m’a interviewé en juillet n’a pas retenu que nous av(i)ons ici un parler germanique comme lui-même.

Et de nombreux nationalistes allemands regardaient justement vers l'ouest : le traité de Versailles de 1919 et la reprise de l'Alsace-Lorraine par la France étaient perçus comme une humiliation.

En 1936, les militaires allemands occupèrent la Rhénanie, le long de la frontière occidentale de l'Allemagne et à proximité de l'Alsace-Lorraine.

Il y eut à peine de protestations internationales.

Hitler y vit le signe qu'il pouvait poursuivre son projet d'établissement du Grand Reich allemand.

En 1940, l'Alsace-Lorraine fut occupée par les troupes de Hitler, puis annexée.

De nombreux Alsaciens français s'enfuirent, et leurs fermes et leurs maisons furent occupées par des Allemands que les nazis firent venir d'autres régions.

En 1944 et 1945, le territoire fut libéré par les Alliés et revint sous contrôle français.

Après la Seconde Guerre mondiale, les responsables politiques mirent tout en œuvre pour empêcher de nouvelles guerres en Europe — et cela devait également s'appliquer à l'Alsace-Lorraine.

La Communauté européenne du charbon et de l'acier, créée dans les années 1950, avait notamment pour objectif de faire coopérer économiquement les deux anciens ennemis jurés, la France et l'Allemagne.

Le Conseil de l'Europe s'installa à Strasbourg en 1949 afin de symboliser la réconciliation entre les deux pays.